

PERSPECTIVES



La junte birmane. La «confrérie» de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) n'hésite pas à brandir sa sacro-sainte charte de «non-ingérence dans les affaires intérieures de ses membres» quand il s'agit d'imposer des sanctions au régime birman.

EMMANUEL DURAND AGENCE FRANCE-PRESSE

Élections demain en Birmanie

Les richesses birmanes font taire les pays voisins

Pour la première fois depuis deux décennies, la junte au pouvoir en Birmanie convie les électeurs à se rendre aux urnes demain. De nombreux partis de l'opposition ont été dissous, les rassemblements ont été interdits et la presse internationale a été priée de rester chez elle. Les militaires ont récemment procédé à un «réaménagement» des hautes fonctions au sein de l'armée pour permettre à de hauts gradés mis à la retraite de se présenter à cette élection, assurant ainsi la junte de maintenir son emprise sur le pays tout en répondant aux vœux de plusieurs «pays amis» sans lesquels le régime ne pourrait survivre.

HÉLÈNE MAGNY

Mae Sot — Le spectacle, stupéfiant, donne la chair de poule... Tous les matins, on peut voir, du côté thaïlandais, des centaines de Birmans traverser la rivière Moei, qui sert de frontière entre les deux pays. Agglutinés sur des tubes pneumatiques géants, embarrasés de bicyclettes et de gros ballots, ils fuient la dictature des généraux pour un monde meilleur en Thaïlande. «On les appelle des travailleurs migrants, mais pour nous ce sont tous des réfugiés», dit Khin Ohmar, activiste politique birmane exilée à la frontière thaïe. Qu'ils fuient pour des raisons économiques ou parce qu'ils sont persécutés, ce qui est sûr, c'est qu'il leur est impossible de survivre en Birmanie... même en sachant ce qui les attend en Thaïlande ou dans les autres pays voisins.»

Mais la question très sensible des réfugiés ne fait pas le poids dans la balance des intérêts économiques des pays frontaliers. La «confrérie» de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) n'hésite pas à brandir sa sacro-sainte charte de «non-ingérence dans les affaires intérieures de ses membres» quand il s'agit d'imposer des sanctions au régime birman.

Dotée d'immenses ressources naturelles, la Birmanie regorge de teck, d'or et de pierres précieuses, mais surtout de gaz naturel, de pétrole, de charbon, sans compter les mégabarrages hydroélectriques en chantier aujourd'hui. Dans un contexte économique très consommateur de ressources énergétiques, les richesses birmanes font taire toutes les critiques des pays voisins en croissance accélérée. La Thaïlande ferait pression sur les violations des droits de la personne en Birmanie alors que 20 % de son électricité dépend du gaz birman? Comme la Thaïlande, la Chine, la Corée du Sud et le Bangladesh, qui se disputent l'acquisition du gaz naturel de leur voisin.

L'Inde a depuis quelques années un projet de construction d'un... Les besoins toujours croissants en énergie des pays voisins ont trouvé en Birmanie une source d'alimentation proche et sûre pour des décennies à venir, et les généraux birmans au pouvoir savent parfaitement utiliser ce levier et jouer de la concurrence entre les pays. Malgré quelques timides remontrances, les pays membres de l'ASEAN ferment donc les yeux pour ne pas mettre en péril leurs relations économiques, «mais aussi parce qu'ils ont peur de ce qui pourrait se passer dans leur propre cour, car

plusieurs d'entre eux, comme le Laos, le Vietnam, le Cambodge et Singapour, ont aussi des gouvernements autoritaires à différents niveaux. Ils s'inquiètent d'être les prochains sur la liste s'ils condamnent la Birmanie; ils ne veulent surtout pas créer un précédent», expliquait Khin Ohmar au cours d'un entretien téléphonique il y a quelques jours.

Mais c'est le géant chinois, qui n'est pas membre de l'ASEAN, qui pèse le plus lourd sur l'échiquier. Il y a 20 ans, alors que la junte birmane se faisait imposer par la communauté internationale des sanctions économiques (toujours en vigueur) à la suite de la répression sanglante des manifestations étudiantes de Rangoon, Pékin offrait à son voisin des armes, des investissements colossaux, des prêts avantageux et une reconnaissance diplomatique qui a consolidé le pouvoir des généraux.

L'intérêt chinois envers la Birmanie est non seulement économique, mais stratégique. La construction d'oléoducs et de gazoducs permettra d'acheminer d'ici 2012 le gaz et le pétrole des immenses réservoirs birmans vers la Chine et lui donnera aussi accès à l'océan Indien, une ouverture directe au brut du Moyen-Orient et à l'Afrique.

Malgré certaines frictions entre les deux pays, notamment sur la question des réfugiés et des armées rebelles ethniques le long de la frontière chinoise, le président chinois, Hu Jintao, a souligné en septembre 2010, lors d'entretiens au sommet sur le renforcement des relations bilatérales entre les deux pays, que «la Chine appréciait hautement ses relations avec la Birmanie» et que «c'était une politique indéfectible de la Chine de solidifier et de développer la coopération de bon voisinage avec le Myanmar. [...] Cette politique restera inchangée indépendamment des changements dans la situation internationale [...] La Chine respecte la souveraineté et l'intégrité territoriales du Myanmar [Birmanie], comprend et soutient les efforts du gouvernement birman dans la réconciliation nationale», a-t-il ajouté, faisant référence aux élections du 7 novembre.

Mais le silence de l'ASEAN sur la Birmanie, très critiqué par l'Occident, commence à peser lourd sur la crédibilité internationale de l'organisation. À 10 jours seulement des élections birmannes du 7 novembre, condamnées par la communauté internationale, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est a proposé lors de son dernier sommet du 27 octobre l'envoi d'une équipe d'observateurs pour surveiller les élections. «Ils ont pris cette décision de dernière minute pour tenter de redorer leur crédibilité», écrit le quotidien *The Nation*. «Mais il est trop tard: la non-conformité du régime birman aux propres normes de l'ASEAN et le "simulacre" des élections qu'ils ont soutenues ont déjà terni leur réputation aux yeux du monde entier.» Et Khin Ohmar de conclure: «Les gouvernements voisins se renvoient sans cesse la balle birmane. Le peuple birman crie au milieu, mais ils restent sourds à sa souffrance.»

Collaboration spéciale

Hélène Magny est journaliste indépendante. Elle vient de coréaliser un documentaire, *Birmanie l'indomptable: la résistance d'un peuple, à la frontière thaïlandaise et à l'intérieur de la Birmanie, dont le tournage a duré trois mois.*



Jeunes réfugiés birmans à la frontière thaïlandaise

PORNCHAI KITTIVONGSAKUL AGENCE FRANCE-PRESSE

Des réfugiés sans protection

HÉLÈNE MAGNY

Mae Sot — Près de deux millions de Birmans vivent en Thaïlande, dont 75 % sont sans papiers, clandestins. Victimes de trafics humains, de violence policière et d'extorsions, menacés de déportation, ils font l'objet de tous les abus. «La Thaïlande effectue régulièrement des rafles d'illégaux pour prouver que son système judiciaire fonctionne, tout en sachant parfaitement, en les déportant, que ces Birmans reviendront d'une façon ou d'une autre. [...] Cette main-d'œuvre bon marché est très rentable pour l'économie thaïlandaise.»

Quatre-vingts pour cent des migrants travaillant en Thaïlande sont originaires de la Birmanie. Payés 2 \$ par jour, la moitié du salaire minimum thaï, ils sont employés entre autres dans les manufactures de vêtements thaïlandaises et étrangères, où les conditions de travail proches de l'esclavage sont régulièrement dénoncées par les grandes organisations internationales. «Les travailleurs migrants apportent une contribution formidable à l'économie thaïlandaise, mais ils bénéficient d'une protection minimale face aux violences et à l'exploitation. [...] Ils souffrent terriblement entre les mains de fonctionnaires et de policiers corrompus, d'employeurs et de brutes sans scrupule [...].», a révélé Human Rights Watch dans un rapport accablant publié en février 2010. (1)

Du même souffle, toutefois, la Thaïlande subit depuis des décennies des flux de réfugiés fuyant

la répression du régime birman — l'armée birmane a réduit en cendre plus de 3500 villages depuis 1996 —, ce qui l'a obligée à imposer un moratoire sur les statuts de réfugiés en 2005 et à durcir sa politique d'immigration. Tout comme la Thaïlande, le Bangladesh, la Chine, l'Inde et la Malaisie ont vu depuis quelques années leurs frontières envahies par un million de réfugiés birmans qui ne savaient plus où se cacher des attaques répétées de l'armée nationale. La Chine, grande amie du régime birman, s'est même impatientée de ces afflux de réfugiés et a appelé la junte birmane fin 2009 «à préserver la stabilité le long de la frontière chinoise.»

Tous les pays frontaliers de la Birmanie font face à cette instabilité régionale provoquée par ces déplacements massifs de population (la Birmanie vit l'une des pires crises de migration forcée dans le monde à l'heure actuelle) qui pourraient poser une menace à la sécurité internationale, selon de nombreux rapports d'experts. «La situation interne de la Birmanie est devenue un enjeu régional aux conséquences sociales et économiques catastrophiques pour les pays voisins», dit Khin Ohmar.

Collaboration spéciale

(1) Human Rights Watch, «Des pattes de tigre à la gueule du crocodile: les violences à l'encontre des travailleurs migrants en Thaïlande», février 2010

PERSPECTIVES

Les verts sont mûrs pour prendre Berlin

THOMAS SCHNEE

Les Grünen sont les favoris pour les élections de septembre dans la capitale et concurrencent le SPD à l'échelle nationale.

L'offensive verte sur la politique allemande bat son plein, et c'est «*Renate la grenade*», comme l'avait surnommée l'ex-chancelier Schröder, qui en est le fer de lance. Hier, à l'aube d'un grand week-end antinucléaire, Renate Künast, écologiste préférée des Allemands et chef du groupe parlementaire des Grünen au Bundestag, a annoncé qu'elle se lançait à la conquête de la mairie de la capitale.

Caracolant en tête des sondages avec 30 % des intentions de vote, elle veut détrôner le maire social-démocrate, Klaus Wowereit, en septembre prochain. Berlin ayant également le statut de région (Land), Künast peut raisonnablement espérer devenir la première présidente écologiste d'un land allemand.

Dans l'Allemagne fédérale, cette fonction est un passage quasiment obligatoire pour qui veut jouer un rôle politique de premier plan. L'ancien chancelier Willy Brandt (SPD) a lui aussi été maire de Berlin.

Engouement

«*Attention, Künast, c'est de l'explosif*», avait encore prévenu Gerhard Schröder en lui confiant le ministère de l'Agriculture en pleine crise de la vache folle. En 2001, la nomination de cette petite quinquagénaire, travailleuse sociale dans les prisons avant de devenir avocate, avait déclenché les sarcasmes des lobbys paysans. Mais le pragmatisme et la combativité de cette femme jamais à court d'arguments ont vite impressionné. En un tour de main, elle a modernisé un ministère conservateur en jouant à fond la carte de la protection du consommateur.

Quelques mois plus tard, calmé et domestiqué, le président de la Fédération des agriculteurs, Gerd Sonnleitner, rendait les armes: «*Nous autres, paysans, nous aimons les femmes fortes*», déclarait-il. «*Je pense que les Berlinoises sont prêts à accueillir Renate Künast. Le maire n'a plus d'élan et les gens en ont marre de ce dandy qui n'a pas vraiment mené une politique sociale digne du SPD. Avec le déménagement de la capitale de Bonn à Berlin, mais aussi le développement du tourisme et des secteurs des biotechnologies et des médias, la base électorale des verts à Berlin a nettement augmenté. Mais même la clientèle des travailleurs, qui n'est pas notre électorat traditionnel, se rend compte que nos arguments tiennent la route*», affirme Nicole Ludwig, qui mène les Grünen au conseil municipal d'arrondissement de Charlottenburg-Wilmersdorf (ouest). Le monde des affaires est aussi séduit. «*Les verts ont compris le potentiel de développement de la green economy et Mme Künast n'y est pas pour rien*», estime Eric Schweitzer, président de la Chambre de commerce de Berlin.

La progression des thèses écologistes dans la société peut se mesurer à l'aune de l'aveu très inattendu du président de la Fédération allemande de l'industrie chimique, Klaus Engel, saluant le mouvement écologiste grâce à qui «*le développement durable s'ancre dans nos processus de production*». L'engouement actuel pour les idées des verts dépasse de loin le cadre berlinois. Fin septembre, un sondage a secouru la social-démocratie en plaçant les Grünen devant le SPD pour la première fois de leur histoire.

Bastion
Dans le land du Bade-Wurtemberg, le bastion de l'industrie allemande, les verts sont aussi donnés gagnants pour remporter la région en mars. Les écologistes locaux se retrouvent en effet à la tête d'une contestation citoyenne inhabituelle à Stuttgart, ville cosue et industrielle.

Depuis des semaines, une grande partie des bourgeois et écoliers manifestent contre la «*collusion des élites*» et «*Stuttgart 21*», un projet de gare souterraine qui va éventrer le centre-ville pendant des années et coûter des milliards d'euros pour un gain incertain.

Si les Grünen prenaient la région, ce serait un séisme: le pouvoir d'Angela Merkel serait sérieusement ébranlé par la perte de ce bastion conservateur et, pour la première fois, le SPD devrait se contenter d'un rôle de partenaire junior au sein d'une coalition à gauche. «*Être numéro 2 au côté des verts, c'est une idée insupportable pour les sociaux-démocrates, qui nous le font sentir et nous prennent de haut*», déplore Nicole Ludwig. Il y a deux semaines, le président du SPD maugréait, sur la défensive: «*Les conflits qui se jouent dans une nation de 82 millions d'habitants, dans une métropole comme Berlin ou dans une région industrielle comme le Bade-Wurtemberg, ne peuvent pas être réglés si on les réduit aux quelques thèmes abordés par l'offre politique écologiste*».

Il oubliait volontairement que les verts ont gouverné l'Allemagne avec le SPD pendant sept ans.

Libération



GIL COURTEMANCHE

La chronique de Gil Courtemanche fait relâche cette semaine

La Cour d'appel et l'affaire «Lola contre Éric»

Union libre et mariage à égalité, ou presque

Le Québec est la seule province où il n'y a aucune forme d'obligation entre ex-conjoints de fait

La Cour d'appel a invalidé mardi un pan important du droit familial, ouvrant la porte au versement de pensions alimentaires entre ex-conjoints de fait. La justice a ses raisons que le cœur ignore.

BRIAN MYLES

Longtemps honni, puni, réprimé, regardé avec dédain, le concubinage connaît aujourd'hui son heure de gloire. Derrière le raisonnement de la Cour d'appel dans la célèbre affaire de séparation dite «*Lola contre Éric*», il y a cette reconnaissance que les couples en union libre méritent autant de protection et d'attention du législateur que les couples mariés.

Dans l'immédiat, la décision n'a pas d'impact. La Cour donne en effet un an à Québec pour réécrire le Code civil et mettre un terme à une forme de «*discrimination*» qui prive les conjoints de fait d'une aide alimentaire pour eux-mêmes en cas de rupture, alors que la pension est envisageable pour les époux.

Il faut le dire et le redire. Dans les cas de divorce, les tribunaux accordent des pensions aux conjoints (en sus de la pension pour les enfants) dans les seuls cas où les fondations du couple étaient érigées sur une forme de dépendance économique. Si une femme a passé vingt ans de sa vie à la maison pour élever les enfants pendant que son mari connaissait une carrière fulgurante, l'argument de la dépendance économique peut être invoqué avec de fortes chances de succès.

Le conjoint qui a contribué à l'enrichissement du couple par un apport autre que financier peut ainsi prétendre à sa part du patrimoine familial et à une pension visant à maintenir, dans la mesure du possible, son train de vie antérieur.

Au nom de la Charte

Pour respecter l'esprit de la Charte québécoise des droits et libertés, la Cour d'appel estime qu'il faut traiter les couples en union libre de la même manière que les époux... Enfin presque. Le tribunal refuse l'idée d'un partage du patrimoine familial entre ex-conjoints de fait. En ce qui a trait aux pensions, la différenciation entre conjoints de fait et époux, explicite dans le Code civil, entraîne pour les concubins un réel désavantage «*fondé sur l'application de stéréotypes*», estime la Cour. Le Code civil les considère comme étant «*moins dignes de la protection*» offerte aux époux.

Il s'agit d'un relent de préjugés religieux fondés sur la bonne morale catholique, qui n'avait pas échappé à l'analyse de la Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec, une partie intervenante dans cette affaire.

Le professeur à la faculté de droit de l'Université de Montréal Benoit Moore (le témoin expert de Madame dans cette cause) voit dans le raisonnement de la Cour d'appel «*un changement important du droit québécois*». «*On reconnaît qu'on*



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Anne-France Goldwater, l'avocate de Madame, dans la célèbre cause «Lola contre Éric»

doit protéger l'ensemble des conjoints, mariés ou non, contre des vulnérabilités économiques. À mon sens, c'est une victoire pour l'ensemble des familles québécoises, a-t-il dit dans un entretien à *La Presse*. Le droit de la famille n'a plus comme objectif de protéger la société contre des types de familles marginaux, mais de protéger les conjoints financièrement.»

L'avocate de Madame, Anne-France Goldwater, a résumé l'affaire succinctement. Cette décision ne permettra pas à d'ex-conjoints opportunistes de considérer leur ancienne flamme «*comme un gîte automatique*». La Cour reconnaît tout au plus «*que l'amour vient avec des obligations*» pour tous les types de couples, a-t-elle dit.

Loin d'être réglé

Dossier réglé? Que non! Le Québec est la seule province qui ne prévoit aucune forme d'obligation entre ex-conjoints de fait. C'est aussi la terre la plus fertile pour les unions libres. Environ 1,2 million de personnes (le tiers de tous les couples) vivent «*accotés*».

Au cours des 30 dernières années, le législateur a revu le régime du droit familial à plusieurs reprises, sans jamais jouer au chaperon dans les unions libres. Au nom de la liberté de choisir. Pour le Procureur général, il apparaissait insensé de «*mariage des gens contre leur volonté*».

Les féministes ont milité contre la reconnaissance d'un statut particulier pour les conjoints de fait,

en se réclamant du principe de la pleine émancipation des femmes. Elles souhaitaient des unions libres «*libres*». Ce courant est encore bien vivant. Dès la publication du jugement de la Cour d'appel, certaines d'entre elles ont décrié son raisonnement sexiste et infantilisant. Du paternalisme, a même écrit Lysiane Gagnon dans *La Presse*.

Les rôles sont appelés à s'inverser dans les prochaines années. L'écart salarial s'amenuise entre les hommes et les femmes au travail. La forte scolarisation des femmes annonce une revanche des jupons dans les milieux professionnels. L'évolution des mœurs et un généreux régime de congés parentaux ont changé la donne dans l'éducation des enfants. Les responsabilités ne sont plus partagées comme à l'époque de Duplessis.

La précarité financière guette majoritairement les femmes et les enfants, lors de la dissolution d'une union libre. La tendance n'est pas prête de s'inverser, mais elle est certainement appelée à connaître des fluctuations.

Comme en témoignent les vives réactions — de l'enthousiasme jusqu'à l'indignation — suscitées par la décision de la Cour d'appel, le débat dépasse du strict cadre juridique. C'est un enjeu de société, une affaire de cœur et de valeurs. Québec peut-il vraiment se permettre de laisser la Cour suprême régler la question?

Le Devoir

Quand Sarkozy était la cible du Web chinois

BRICE PEDROLETTI

Pékin — Sur ce montage de 2008, il est écrit: «*Sarkozy est un vrai bandit! Boycottons sans relâche les marchandises françaises!*» Sur le forum Tianya, où le dessin réapparaît en 2009, on peut lire: «*Agissons pour que les vilains Français s'agenouillent devant les Chinois.*»

Sur *manhua365.com*, un site de bandes dessinées et de caricatures, le président français apparaît en août sous la forme d'un coq déplumé, prêt à être dévoré. «*Impossible de s'échapper, même avec des ailes*», dit la légende. La diplomatie française d'aujourd'hui n'a plus rien à voir avec le gaullisme, surtout au Moyen-Orient, explique en substance l'auteur.

Dans cette caricature publiée fin 2008 sur son blogue, Chaodanji assomme Nicolas Sarkozy et dit: «*Sarkozy, ça fait trop longtemps que je te supporte!*» Sur le papier que tient le président français est écrit: «*Rencontre avec le dalaï-lama.*»

Le 31 janvier 2009, Fan Jianping, un dessinateur chinois spécialisé dans les caricatures d'actualité, représente sur son blogue Nicolas Sarkozy piégé par les salariés français en grève le 29 janvier.

Kedaoren fait des dessins, des peintures chinoises et des caricatures sur son blogue. Des caricatures concernant Sarkozy et la France, datées d'avril 2008, sont visibles sur ce forum.

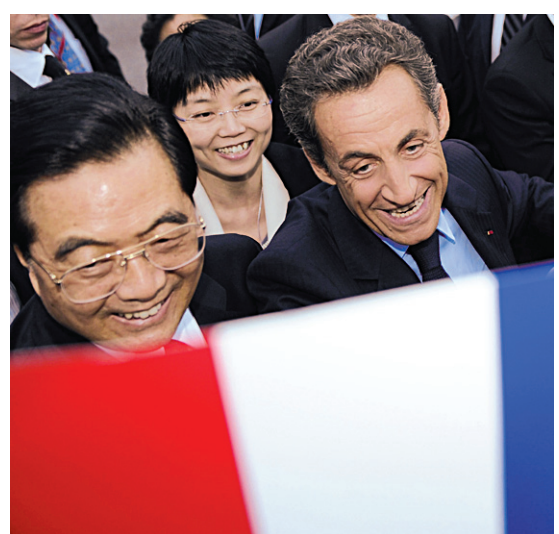
L'aigle américain dit au coq: «*Coq gaulois, la route du Tibet n'est pas facile: en plus, tu ne fais qu'appuyer sur l'accélérateur, mais tu sais pas freiner!*»

Le ministre: «*Des touristes chinois non civilisés ont écrit "je suis venu ici" sur la tour Eiffel, ils font du bruit dans Notre Dame de Paris. Ils crachent sur les Champs-Élysées, au Louvre, à l'Arc de triomphe, dans la Seine...!*» Nicolas Sarkozy: «*C'est bien ce que nous avons fait avec la torche [olympique], non?*»

«*La torche sacrée n'est pas faite pour être volée!*» dit le dragon chinois. Le coq gaulois: «*Mais c'est pas fait pour faire des grillages!*»

En avril 2008, après les manifestations qui ont accompagné le relais de la torche olympique à Paris, la machine de propagande chinoise cloue au pilori Nicolas Sarkozy et la France. Le président a conditionné sa venue aux Jeux olympiques à un dialogue du gouvernement chinois avec le dalaï-lama, une prise de position présentée en Chine comme un soutien direct aux «*activités séparatistes*» du chef spirituel tibétain en exil, honni par Pékin.

«*L'important, c'est de dépasser, dans notre coopé-*



LIONEL BONAVENTURE REUTERS

Tout sourire après une certaine tension: le président chinois Hu Jintao et son homologue français Nicolas Sarkozy, hier à Nice.

ration, le simple commerce-investissement pour créer un partenariat d'égal à égal», dit Hu Jintao dans l'entretien écrit qu'il a accordé au *Figaro*.

L'attitude des Français est décrite comme un «*sabotage*» des Jeux olympiques, que Pékin doit accueillir quatre mois plus tard. Aucun des arguments mis en avant par la France, qui dénonce, comme le reste du monde, la fermeture totale du Tibet à la presse étrangère et la diabolisation systématique par les autorités chinoises du dalaï-lama, n'est rapporté par la presse chinoise, qui reçoit l'ordre, sur ce dossier, de ne reproduire que les dépêches de l'agence Xinhua.

L'intérêt qu'avait suscité en Chine l'élection l'année précédente de Nicolas Sarkozy, la fascination qu'exerce sur le public chinois le personnage, miroir inversé des dirigeants chinois, avec ses emportements et ses affaires de cœur, le succès, enfin, de son voyage officiel en Chine la même année, ont accru la «*déception*» ressentie par Pékin. Le président français est la bête noire des Chinois.

Large mobilisation

L'Internet chinois, qui est souvent le théâtre de débats contradictoires, se mobilise largement dans le sens de la presse officielle, tant la question du Tibet ne souffre pas la discussion: les Chinois n'ont vu qu'une seule chose dans les débordements du 14 mars à Lhassa, les manifestants tibétains qui s'en prennent aux commerçants chinois, dont plusieurs perdront la vie.

En réalité, les troubles se généralisent à travers les zones tibétaines frontalières du Tibet (plus de 150 manifestations au total, la plupart pacifiques), signe d'un malaise bien plus profond et complexe dans la société tibétaine, dont aucun média chinois ne rend alors le moindre compte.

À Paris, lors du passage de la torche olympique, l'opinion publique chinoise est indignée par les images de l'athlète chinoise handicapée Jin Jing, «*agressée*» par des manifestants au moment où elle prend sa place dans le relais, une scène qui fait parfaitement écho aux événements du Tibet tels qu'ils ont été montrés par la télévision chinoise. C'est sur Internet que sont diffusées, partout en Chine, les images de Jin Jing. La presse chinoise se saisit à son tour de l'affaire et Jin Jing devient une «*martyre*».

C'est encore sur la Toile que naît, en réaction à «*l'humiliation*» de la jeune femme, l'idée d'un boycott des produits français et de Carrefour. Les manifestants s'organisent via les sites de messagerie et par SMS. La question du boycottage finit toutefois par susciter des débats, et certains, comme le blogueur Han Han, dénoncent alors le manque de discernement de la faction la plus chauvine des «*feng qing*», les jeunes en colère.

Apaiser le courroux de Pékin

Craignant des débordements, les autorités chinoises sifflent la fin de la récréation. De son côté, la France fait tout pour tenter d'apaiser le courroux de Pékin. Les informations sur la querelle franco-chinoise se tarissent dans les médias officiels.

Ce qui conduit à une drôle de situation: «*On a vu tout à coup les feng qing prendre le dessus dans la diffusion de l'information sur la France. Les réseaux d'étudiants chinois à l'étranger, qui se sont activés depuis le passage de la torche, comblent le vide. Ce sont eux qui traduisent tout ce qui se dit sur la Chine en France et que l'Internet chinois répand à tout va. Chaque pique, chaque critique de la Chine par les Français, est traduite directement, sans aucun filtre médiatique, ce qui a pour effet d'attiser encore les passions*», se souvient Renaud de Spens, spécialiste de l'Internet et des médias chinois, à l'époque attaché de presse à l'ambassade de France à Pékin.

C'est depuis cette période, au plus fort de la brouille franco-chinoise, que Nicolas Sarkozy fait l'objet sur le Web de caricatures. Le président français, moqué en France pour l'impression qu'il donne de céder face à la Chine, va personnifier jusqu'au bout, aux yeux des Chinois, la «*trahison*» de la France, autrefois amie loyale...

Le Monde

ÉDITORIAL

Villes

Québec vs Montréal

Québec et Montréal sont de vieilles rivales. La capitale se porte plutôt très bien et son maire, Régis Labeaume, multiplie les projets. Dans la métropole, le maire Gérald Tremblay peine pour sa part à sortir sa ville de son marasme politique et administratif. Bilan de leurs actions un an après la dernière élection.



Quand on dit que tout va bien à Québec, c'est vrai. Le taux de chômage y est de 4,6 %, comparativement à 8,6 % à Montréal. Cette ville s'est transformée. La fonction publique et de grandes institutions financières, comme Desjardins et des compagnies d'assurances, lui assurent une stabilité économique, mais elle est aussi devenue une ville techno, ce qui a diversifié l'emploi. Puis cette ville, belle en soi, s'est métamorphosée sur le plan urbain grâce aux politiques du maire Jean-Paul L'Allier. Ajoutons l'esprit du 400^e anniversaire de sa fondation que le maire Labeaume sait entretenir.

Qu'il en soit ainsi est une bonne chose. Le développement économique du Québec ne saurait reposer que sur Montréal. Boulimique maire, Régis Labeaume lance projets sur projets, autour desquels il rallie les élites et ses concitoyens. Toute comparaison est bien sûr boiteuse, mais il fait penser à Jean Drapeau. Il rêve de Jeux olympiques, de grands événements internationaux et de stades qui seront des monuments à sa gloire. Comme lui, il méprise l'opposition, n'hésitant pas à recourir aux insultes (ce que ne faisait toutefois pas l'ancien maire de Montréal). Les Québécois doivent prendre garde aux lendemains qui déchantent. La facture pourrait être très lourde. C'est une chose que Montréal peut enseigner à Québec.

L'élément le plus contrastant entre les deux villes est le fait qu'à Québec tout semble réussir et qu'à Montréal rien ne va. Pour une place des Festivals qui est une réussite, mais mise au monde avec des forçeps, combien d'autres projets demeurent bloqués ou même périssent, tel celui du faubourg Saint-Laurent qui devient une ruine urbaine. Tous les projets de développement s'embourbent dans des controverses infinies. Quand ce n'est pas avec les citoyens, c'est avec le gouvernement du Québec, qui se fout de sa métropole.

Paralysée, Montréal l'est à bien des égards, à commencer par cette structure multipaliers imposée lors des défusions, dont l'effet net est d'avoir déstructuré l'administration de la métropole et permis à la culture politique des banlieues d'investir l'Hôtel de Ville, entraînant les dérapages que l'on sait dans l'octroi des contrats. Régis Labeaume a déjà dit qu'il ne voudrait jamais être maire de Montréal. On le comprend.

En dépit des apparences, Montréal est une vieille ville où tout est à refaire: rues, égouts, aqueducs. Même le métro est fatigué. Réparer des trous n'est pas très mobilisateur, accordons-le à Gérald Tremblay, à qui plusieurs reprochent son manque de vision. Le reproche est injuste. Il a une vision pour sa ville, mais elle est à long terme, souvent mal définie et mal communiquée. Ce qui définit sa pensée et ses actions est sa recherche du compromis et du consensus. Cela définit aussi son style de leadership.

Contrairement à un Régis Labeaume ou à un Jean Drapeau, on ne sent pas à travers les gestes et les discours de Gérald Tremblay qu'il est LE maire de SA ville. On ne saurait dire de ses neuf années à l'Hôtel de Ville quelle est la marque dont il a imprégné Montréal. Faudrait-il le changer pour un Régis Labeaume? Chose certaine, on peut être assuré qu'il n'entraînera pas Montréal dans des aventures coûteuses. Mais demeure une certitude: Montréal prend du retard.

bdescoteaux@ledevoir.com

Garderies

Pan d'ombre

Le projet de loi présenté cette semaine par la ministre de la Famille Yolande James propose un retour à une «transparence» qui aurait dû être acquise dans le processus d'octroi des places en garderie. Du reste, en promettant de dépolitiser pour l'avenir cette cruciale mécanique, le gouvernement esquivait l'examen du passé qui permettrait de vérifier si une contribution à la caisse libérale a vraiment motivé l'attribution des permis.

Le projet de loi 126 «resserre un certain nombre de choses», a dit jeudi la ministre James au moment de dévoiler la série de mesures visant à dépolitiser le processus. Plusieurs bouillons, il faut le dire, étaient bien mal ajustés dans l'abri de la petite enfance. Talonné par l'opposition l'an dernier, l'ex-ministre Tony Tomassi fut mitraillé de questions portant sur le favoritisme et les passe-droits enveloppant l'attribution de précieuses places en garderie. M. Tomassi, on le sait, a quitté son ministère dans de mauvaises grâces.

Avant de partir, il avait déjà répondu en avril aux pressions politiques en présentant des mesures visant à «bonifier» le système. La ministre James a essentiellement récupéré cette série de règles pour fabriquer son projet de loi. Le cadre proposé semble colmater d'imposantes brèches, notamment grâce aux mesures qui renvoient aux comités régionaux le soin d'évaluer les projets et d'effectuer une sélection, celles qui éviteront l'implantation de chaînes de garderie et celles qui scrutent les transferts d'actifs et d'actions. Plus d'inspecteurs et des amendes salées sont aussi prévus.

La ministre promet donc un sérieux coup de balai, au nom d'une transparence apparemment effilochée, mais elle ne s'aventure vers aucune rétroactivité. Les chaînes de garderies qui existent, avec leur moyenne de 558 places (les nouvelles règles ne permettront pas d'excéder 300), resteront.

L'opposition officielle, qui a fait éclater cette histoire l'an dernier, n'a pas tort de rappeler aujourd'hui que les libéraux donnent l'impression de se protéger d'eux-mêmes en bricolant des règles antifavoritisme. Un important pan d'ombre couvre d'ailleurs encore une partie de ces tractations dont on pourrait véritablement connaître l'intégrité si étaient publiées les évaluations ayant mené aux projets sélectionnés. Là-dessus, la transparence ne semble pas de mise. Le gouvernement a toujours invoqué la confidentialité des données pour justifier sa fermeture. Le portrait demeure incomplet.

Le projet de loi 126 promet de fortifier des assises fragilisées. Mais en s'affairant ainsi à réparer les vices cachés de leur propre enceinte, les libéraux ne font toujours pas pousser les places en garderie. La transparence oblige à ce petit rappel: il manque toujours 15 000 places en CPE.

machouinard@ledevoir.com

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSEE BOILEAU

Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



L E T T R E S

Notre petit despote Labeaume

Jour après jour, nous sommes témoins des frasques langagières de Régis Labeaume qui, tel un enfant, nous assure qu'il ne recommencera plus pour, le lendemain, en rajouter. Après avoir accusé la conseillère Ann Guérette de poser des questions «stupides, folichonnes et farfelues», le voilà qu'il entretient des clichés ridicules sur l'administration publique et désavoue publiquement des fonctionnaires en les traitant d'incompétents. Pourtant, c'est grâce à eux si sa Ville fonctionne pendant qu'il se pavane à l'étranger.

J'ai passé près de 20 ans de ma carrière à conseiller des gestionnaires d'une autre administration publique sur leur gestion des ressources humaines. Jamais! Jamais, je n'ai été témoin d'autant de mesquinerie de la part d'un de ceux-ci. Croyez-moi, j'ai parfois entendu des propos fort désobligeants, mais derrière des portes closes. Jamais un gestionnaire de haut rang n'a osé traiter publiquement ses employés avec un tel mépris. Je ne connais pas assez le litige pour me prononcer sur le fond, mais sur la manière, pour utiliser un langage qu'il maîtrise bien, c'est *cheap*. Un gestionnaire éclairé (même un politicien) comprend vite que, s'il veut s'assurer de la loyauté de ses employés, il doit lui-même leur en témoigner un minimum. Régis Labeaume en semble incapable de travailler avec toute personne qui ne partage pas ses idées ou qui n'a pas pour principale préoccupation de le faire bien paraître.

Un jour viendra sans doute où il se cherchera des alliés.

René Reid

Québec, le 4 novembre 2010

Suivre le cortège

On apprend depuis quelque temps que des maires de villes et de villages du Québec feraient dans la corruption et le trafic d'influence. Faut-il s'en surprendre quand le citoyen numéro un du Québec, Jean Charest, fait lui-même l'objet de questions d'éthique?

Un premier ministre possède un pouvoir d'influence sur l'État qu'il dirige. Les maires soupçonnés de manquer d'intégrité ne se lèvent probablement pas le matin en se disant qu'ils vont «fourrer le système», mais quand une occasion se présente, la

tentation peut devenir grande de basculer du côté où on ne devrait pas. Quand le gouvernement libéral donne l'impression que ce n'est pas grave de privilégier, sans vergogne, ses amis qui ont donné des montants à la caisse électorale, faut-il se surprendre que des maires soient moins rigoureux et qu'ils soient tentés de suivre le cortège dirigé par leur premier ministre?

David Doyon

Québec, le 4 novembre 2010

La nouvelle carte électorale du Québec

Si la carte électorale fédérale a 75 circonscriptions au Québec, la nouvelle carte électorale du Québec pourrait-elle avoir un maximum de 121 circonscriptions et un minimum de 4 députés élus à la représentation proportionnelle avec sièges attribués aux meilleurs candidats, y compris un siège attribué au parti obtenant le plus de votes à travers le Québec afin que chaque vote compte autant que possible dans chaque circonscription et chaque région du Québec?

Marc Williams

Montréal, le 2 novembre 2010

R E V U E D E P R E S S E

Incohérences

Manon Cornéliier

Qu'ils soient pour ou contre la décision du gouvernement de rejeter la prise de contrôle de Potash Corp. par BHP Billiton, éditorialistes et commentateurs s'entendent pour dire qu'il s'agit d'une décision politique guidée par les intérêts électoraux des conservateurs plutôt que par leurs principes.

John Ivison, du *National Post*, se demande d'ailleurs s'il s'agit du même parti qui promettait, dans le discours du Trône il y a seulement huit mois, d'ouvrir les portes du Canada au capital de risque et aux investissements étrangers. Selon Ivison, cette décision aurait dû être laissée aux actionnaires, qui auraient fort probablement rejeté une offre jugée trop basse, forçant ainsi BHP à monter les enchères. «La décision du gouvernement coûtera cher au Canada. Il nous en coûtera non seulement en investissements perdus [...] mais aussi en casse-tête pour les compagnies canadiennes qui veulent acheter leurs concurrents étrangers.» Pour les investisseurs étrangers, cela leur rappelle que les enjeux entourant les ressources naturelles canadiennes sont émotifs et qu'il est important, quand on les convoite, d'obtenir l'appui des provinces qui en sont propriétaires. Quant au premier ministre Harper, il s'est offert un bref répit, mais à quel prix? demande Ivison. «Le plus gros avantage que les conservateurs avaient sur les libéraux était de savoir ce qu'ils voulaient, d'avoir des convictions claires en ce qui a trait à leur identité et à leur objectif, ce qui leur donnait du dynamisme. Une fois au pouvoir, le premier ministre a guidé les conservateurs en diluant ses principes dans le pragmatisme, mais quand il ne reste que quelques traces de ces principes, les Canadiens sont en droit de se demander ce qui différencie les conservateurs des libéraux ou du NPD.»

Le *Globe and Mail*, le *National Post* et une foule de chroniqueurs ont aussi exigé

du gouvernement qu'il s'explique. Le *Globe* veut en particulier qu'on éclaircisse la définition de «bénéfice net pour le Canada». Le *Toronto Star*, en revanche, est un des rares journaux du centre du pays à avoir fait écho à l'approbation des journaux de l'Ouest. Les raisons du gouvernement ne sont pas les bonnes, dit-il, mais la conclusion l'est. Contrairement au *Globe*, le *Star* estime qu'il s'agit d'une ressource stratégique et qu'il fallait par conséquent en conserver le contrôle.

Thomas Walkom, du *Toronto Star*, explique différemment l'opposition du gouvernement fédéral et de celui de la Saskatchewan. Selon lui, Stephen Harper ne s'est pas transformé en nationaliste économique. Il n'a pas cherché à sauver une entreprise canadienne puisqu'elle ne l'est plus, la majorité de ses actionnaires étant étrangers. Il a seulement voulu sauver ses 13 sièges en Saskatchewan. Quant au premier ministre de la province, dit Walkom, il ne voulait pas préserver une richesse canadienne, mais seulement protéger un cartel qui permet de maintenir le prix de la potasse anormalement haut, au grand bonheur de son ministre des Finances. Brad Wall n'a pas caché qu'il craignait que BHP se retire de Canpotex, une agence de commercialisation de la potasse créée par la Saskatchewan et qui contrôle, par son simple poids, le prix mondial de cette ressource. Or Potash en est le fournisseur principal et BHP, paraît-il, n'était pas encline à maintenir ce régime. «La décision de mercredi en était une d'argent. Elle était politique et se résume en trois phrases. Un, la Saskatchewan peut faire plus d'argent si les producteurs de potasse restent commis au cartel. Deux, les électeurs de la Saskatchewan le comprennent et ont menacé de punir le gouvernement fédéral s'il compromettait ce commerce d'arrangement. Trois, Harper doit conserver les 13 sièges qu'il détient dans la

province s'il veut remporter la prochaine élection. C'est aussi simple que ça.»

Quelle justice?

L'autre dossier qui a fait couler beaucoup d'encre est celui d'Omar Khadr. À part quelques chroniqueurs de droite, pratiquement tout le monde s'est indigné de son traitement par la justice militaire américaine, de la sentence (théorique) de 40 ans imposée par le jury, de l'indifférence canadienne et des hésitations conservatrices au sujet de son rapatriement. La vue de ces ministres qui répondent comme des «robots» aux questions sur le sort d'un enfant soldat a choqué l'*Ottawa Citizen*. Le Canada a pourtant été le premier pays à ratifier le Protocole sur les enfants soldats et c'est lui qui a accueilli la conférence internationale sur les enfants affectés par la guerre. Mais quand le ministre des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, se fait interroger sur la position du Canada quant au sort des enfants soldats de l'Ouganda ou du Soudan, il esquivait les questions sous prétexte que celles-ci sont hypothétiques. Qu'advient-il alors si les soldats canadiens en captivité, demande le *Citizen*? Le plus triste est que le Canada semble vouloir donner raison à ceux qui prédisent que le cas Khadr établira un précédent dangereux.

«Le terrorisme est monstrueux et M. Khadr est, ou du moins a été, un terroriste», écrit le *Globe and Mail*. Mais un système juridique qui met aveuglément la rétribution au-dessus de toute autre valeur, y compris l'application de normes différentes pour les jeunes, est un système qui a perdu tout respect.» Le *Halifax Chronicle-Herald* parle d'un système d'«injustice militaire».

Le *Calgary Herald* convient que beaucoup de Canadiens ne veulent pas voir Khadr revenir au pays, mais lui croit au contraire que c'est la chose «juste» à faire, et qui aurait d'ailleurs dû être faite il y a longtemps, sous Jean Chrétien.

IDÉES

Science et politique étrangère

Notre avenir passe par la diplomatie scientifique

MEHRDAD HARIRI

Président de la Conférence sur les politiques scientifiques canadiennes

L'échec récent du gouvernement canadien à obtenir un siège au Conseil de sécurité de l'ONU a généré une controverse dans les cercles diplomatiques et parlementaires, de même qu'au sein de la population canadienne. La question que tous se posent est: comment se fait-il que le Canada, citoyen du monde par excellence, ait perdu sa place au profit du Portugal (le Canada ayant obtenu, au deuxième tour du vote, l'appui de 78 pays contre 113 pour le Portugal), marquant ainsi le premier échec de l'histoire du Canada à ce chapitre?

La plupart des observateurs, érudits et moins érudits, ont pu palper l'anxiété des analystes. Mais plutôt que de s'attarder sur les raisons de cet échec, sur ce que le Canada a fait ou n'a pas fait, je suis d'opinion que nous devrions explorer comment le Canada pourrait réinventer sa politique étrangère afin de préserver ses intérêts, tant ici qu'à l'étranger. À titre de président de la Conférence sur les politiques scientifiques canadiennes, je propose que le Canada concentre ses efforts sur le pouvoir émergent de la science et de la technologie comme nouvelle avenue de diplomatie.

La science se trouve à être l'un des moteurs les plus puissants de la mondialisation. Les défis les plus importants de notre génération y sont liés: le changement climatique, la santé globale, la sécurité alimentaire, les OMG, la prolifération nucléaire, pour n'en nommer que quelques-uns. Il n'est donc pas surprenant que le président américain Barack Obama ait déclaré que la science est la solution aux enjeux de notre temps. Dans la même veine, l'ancien premier ministre britannique Gordon Brown a dit: «Il est important que nous puissions créer un nouveau rôle pour la science dans le domaine de la diplomatie et de l'élaboration des politiques étrangères [...] de mettre la science au cœur de l'ordre du jour international progressif.»

Science diplomatique

La Maison-Blanche de même que Downing Street ont priorisé la science dans leurs stratégies diplomatiques. Donc, la diplomatie scientifique est en voie de se positionner au centre des relations internationales. La mise sur pied d'un nombre croissant de projets scientifiques coopératifs, le pouvoir d'influence (*soft power*), les délégations scientifiques à Cuba et une tentative poussée de collaboration avec le monde islamique ne sont que quelques exemples des initiatives qui sont explorées actuellement.

Tout récemment, l'American Academy for the Advancement of Science et le UK Science Policy Center ont établi des programmes de science diplomatique. De l'autre côté du globe, la Chine, dont le pouvoir est émergent, utilise la diplomatie scientifique depuis déjà une décennie. Elle a déjà signé des ententes d'échange scientifique et technologique avec plus de 100 pays!

Ces exemples démontrent qu'il y a de nouveaux facteurs qui affectent la politique étrangère et qu'il faut diversifier les avenues, en utilisant la science et la technologie par exemple, afin d'affronter les obstacles auxquels le monde fait face. D'ailleurs, de nouveaux acteurs d'importance commencent à abonder en ce sens, dont des ONG, des scientifiques et les médias.



ARCHIVES REUTERS

Notre leadership dans le dossier de l'Arctique démontre que le Canada est capable de se démarquer sur la scène internationale.

Langage scientifique

Les défis cruciaux contemporains, tels que les changements climatiques, la prolifération nucléaire et la santé mondiale, ne peuvent être discutés sans la participation d'experts scientifiques qui s'expriment dans le langage universel de la science. Les organisations scientifiques deviennent une partie intégrante de la diplomatie: des académies scientifiques au sein des pays du G8 n'hésitent plus avant de formuler leurs opinions sur des sujets variés qui touchent les relations internationales. Par exemple, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a été établi pour offrir une opinion scientifique sur les changements climatiques et s'est vu décerner le prix Nobel de la paix en 2007, qu'il a d'ailleurs partagé avec Al Gore.

Le cas de l'Arctique fait également figure d'exemple démontrant les bénéfices de la diplomatie basée sur la science. En effet, la science s'est avérée un facteur positif dans les négociations entre les nations en compétition, car au lieu de se résoudre à la politique de la canonniers, les scientifiques ont guidé les États à adopter un mode décisionnel collaboratif, informé et soutenu par des structures politiques et économiques multilatérales.

Le Canada est-il prêt?

La principale question est de savoir si le Canada est prêt à engager notre communauté scientifique et technologique dans l'élaboration de sa politique étrangère. De plus, il faut se demander comment utiliser les vastes ressources scientifiques ainsi que notre expertise canadienne. Où commencer? Le Canada a, en effet, une fière tradition marquée par sa participation aux affaires étrangères — à titre de gardien de la paix, le Canada est une puissance moyenne de confiance, un allié de l'OTAN et de l'ONU.

Ici, à la maison, nous ouvrons nos portes au monde entier et promouvons un modèle de multicultu-

ralisme et de tolérance. Ceci est un de nos grands atouts. Grâce à cette ouverture, le Canada jouit d'une grande concentration de talents. Nos institutions, telles que le CRDI, l'ACDI, et le nouveau Grands Défis Canada, qui est dédié à améliorer les conditions de santé globale au moyen de l'innovation intégrée, font partie de la tradition canadienne de contribution à l'avancement de la science et de la technologie dans le monde entier.

De plus, notre positionnement sur la scène internationale en tant que partenaire de choix fait du Canada un catalyseur remarquable pour la coopération internationale. En effet, comme nous accueillons les plus grands talents scientifiques par milliers, qui ont choisi le Canada comme terre d'accueil, les membres de la diaspora scientifique peuvent établir une collaboration avec leur pays d'origine. Compte tenu de la force de l'infrastructure scientifique canadienne, plusieurs organisations mondiales se tournent vers le Canada afin d'y trouver un partenaire sans égal.

Que doit-on faire pour que les Canadiens bénéficient de cette situation? Premièrement, nous avons besoin d'une nouvelle vision de la politique étrangère qui établit la science comme pilier fondamental du monde d'aujourd'hui et qui cultive une culture de diplomatie scientifique. Deuxièmement, ces vastes ressources de talent et d'expertise canadienne doivent être organisées et utilisées comme moteur de cette diplomatie. Nos ambassades doivent recevoir leur information de ces nouveaux diplomates scientifiques et non plus seulement d'officiers scientifiques, qui, sous le système actuel, ont souvent très peu d'expertise.

Nous pouvons nous servir des modèles qu'utilisent d'autres pays. Par exemple, le gouvernement britannique a mis sur pied un réseau international de science et d'innovation (SIN) qui sert à relier la politique étrangère avec la science, et ce, dans plus de 25 pays. Ici, au Canada, nous pourrions adapter ce modèle à notre système.

Dorénavant, les scientifiques canadiens doivent être impliqués dans les projets multilatéraux de science afin de contribuer à faire avancer les négociations diplomatiques. En exploitant notre potentiel scientifique à un niveau international, le Canada pourra améliorer sa réputation dans le monde, en plus de gagner du prestige et du pouvoir dans l'ère diplomatique. Notre leadership dans le dossier de l'Arctique démontre que le Canada est capable de se démarquer sur la scène internationale.

Agir maintenant

L'Afghanistan pourrait être le prochain exemple de cette capacité scientifique formidable. En effet, le Canada pourrait adopter une nouvelle approche préconisant l'avancement de la science et de l'éducation dans ce pays. Notre premier ministre devrait nommer un «émissaire scientifique» afin d'entamer des discussions de haut niveau dans le domaine de la coopération scientifique et technologique. Cette personne pourrait aussi inciter la communauté scientifique ainsi que nos établissements universitaires à jouer un rôle croissant dans le développement scientifique en Afghanistan. Ce modèle pourrait ensuite être adopté dans d'autres pays auxquels le Canada vient en aide, notamment les pays du Pacifique et de l'Amérique latine.

Enfin, le XXI^e siècle sera celui du rayonnement de la science à une échelle globale, et le Canada a tout ce qu'il faut pour jouer un rôle déterminant dans ce processus. Les Canadiens ont cependant besoin de la vision gouvernementale nécessaire, non seulement pour établir un programme scientifique international, mais surtout pour entamer la mise en œuvre d'un tel projet. Lors du prochain scrutin du Conseil de sécurité de l'ONU, la diplomatie scientifique canadienne pourrait avoir un impact, mais seulement si nous agissons dès maintenant.

Traduit de l'anglais, ce texte fut d'abord publié sur le site *The Mark* (www.themarknews.com).

Diminution des gaz à effet de serre

Pour un bonus-malus écologique au Québec

COLLECTIF D'AUTEURS

Cette lettre a été expédiée hier au premier ministre Jean Charest, au ministre des Finances Raymond Bachand, au ministre des Transports Sam Hamad, au ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs Pierre Arcand et à la ministre des Ressources naturelles et de la Faune Nathalie Normandeau.

Dans le cadre des discussions économiques et écologiques actuelles sur l'avenir du Québec quant à nos émissions de gaz à effet de serre, la nécessité de réduire notre dépendance aux énergies fossiles et notre balance commerciale négative due aux importations massives de gaz et de pétrole, nous voudrions amener à votre attention deux phénomènes très préoccupants.

■ La hausse marquée des émissions de gaz à effet de serre en transport

Les chiffres de ventes et d'immatriculations de voitures et camions légers au Québec, tout comme dans le reste du Canada, sont on ne peut plus clairs: nous nous dirigeons exactement dans la mauvaise direction en ce qui a trait à la diminution de la consommation de carburant et de nos émissions de gaz à effet de serre. Selon Statistique Canada, les émissions de gaz à effet de serre de véhicules privés ont augmenté de 35 % au pays entre

1990 et 2007, soit près du double de l'augmentation de la population, qui se situe à 19 %.

Au Québec, la première source d'émissions de gaz à effet de serre est le transport, avec environ 40 % du total. Selon le bilan 2007 du MDDEP, l'augmentation de GES pour tous les types de transport confondus pour la même période est de 29,8 % alors que celui du transport routier est de 37,02 %!

■ La hausse marquée des ventes de camions légers et VUS depuis un an

Depuis un an environ, la baisse du prix du carburant a eu comme effet, aussi bien chez les consommateurs du Québec que chez ceux de partout ailleurs en Amérique du Nord, de les amener à acheter et à louer des camions légers et VUS en quantité record. En comparant les ventes de véhicules et de camions de tous types en 2009 et 2010, une tendance ressort clairement: les chiffres de vente au Québec de janvier et février 2009 versus ceux de janvier et février 2010 montrent que, si les ventes de voitures ont augmenté de 8 % en ce début d'année, celles des camions ont augmenté de 32 %, soit quatre fois plus!

Pendant ce temps, au Canada, les ventes de voitures ont augmenté de 6 % alors que celles des camions ont augmenté de 24 %. Depuis le début de l'année 2010, les ventes de camions de tous types ont maintenant dépassé les ventes de voitures. En avril, les ventes de petites voitures écoénergétiques ont même diminué de 2,3 % pendant que celles de grosses voitures et de camions bondissaient de 22,2 %.

Selon le cabinet d'analyses DesRosiers Automotiv consultants, au fil des mois, les véhicules utilitaires sport et les camions légers ont encore vu leurs ventes augmenter. En septembre, elles ont augmenté de 21,6 %, à 75 442 unités. Les ventes de voitures ont quant à elles baissé de 11,6 %, à 59 656 exemplaires vendus.

Conclusion

À la lumière des chiffres et statistiques cités plus haut, il nous semble urgent de mettre en place un système de type *bonus-malus* afin de créditer les consommateurs qui achètent, louent et immatriculent des véhicules écoénergétiques et de taxer les consommateurs qui achètent, louent et immatriculent des véhicules énergivores.

De tels systèmes ont été implantés dans divers pays d'Europe, tels que la France et la Suède, et ailleurs avec succès. De plus, un système *bonus-malus* québécois pourrait intégrer un pourcentage de financement de transport collectif, ce qui ferait d'une pierre deux coups.

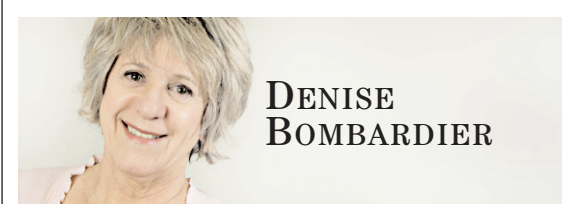
Au printemps 2009, la Régie de l'énergie du Québec a demandé à l'Agence d'efficacité énergétique d'étudier divers types de scénarios de systèmes *bonus-malus*. Considérant qu'il est trop tard pour atteindre nos objectifs de Kyoto, nous sommes d'avis que l'implantation d'un tel système est urgente si nous voulons:

■ avoir la moindre chance de nous approcher de l'objectif de réduire nos émissions de 20 % en 2020 par rapport à 1990, comme le Québec s'est engagé

à le faire en décembre dernier à Copenhague;

- diminuer notre dépendance aux énergies fossiles;
- diminuer nos importations de pétrole;
- améliorer notre balance commerciale énergétique;
- aider au financement durable du transport collectif.

Ont signé ce texte: Daniel Breton (MCN2), André Bélisle (AQLPA), Denis L'Homme (ancien sous-ministre délégué à l'Énergie), Jacques Duval (chroniqueur automobile), Pierre Langlois (physicien et auteur du livre *Rouler sans pétrole*), Normand Mousseau (physicien et auteur des livres *Au bout du pétrole* et *L'avenir du Québec passe par l'indépendance énergétique*), Christian Simard (*Nature-Québec*), Steven Guilbeault (*Équiterre*) et Éric Darier (*Greenpeace*).



DENISE BOMBARDIER

La chronique de Denise Bombardier fait relâche cette semaine.

LE DEVOIR DE PHILO

ROBERT MUSIL ET LE PHÉNOMÈNE JACKASS

La bêtise professionnelle et le nouveau désarroi panique des États-Uniens

Une fois par mois, *Le Devoir* propose à des professeurs de philosophie et d'histoire, mais aussi à d'autres auteurs passionnés d'idées, d'histoire des idées, de relever le défi de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un penseur marquant.

BERTRAND LAVERDURE

Poète, romancier et journaliste littéraire pigiste, l'auteur a publié plusieurs livres, dont les plus récents sont les romans *J'invente la piscine* (*La Courte Échelle*, 2010) et *Lectodôme* (*Quartanier*, 2008). Amateur de philosophie et d'art contemporain, il termine présentement la rédaction d'un prochain roman portant sur le problème sidérant de la liberté, qui, selon Tolstoï, ne serait que le résultat de notre ignorance des lois naturelles de la nécessité.



SOURCE GOOGLE IMAGES
L'écrivain et philosophe Robert Musil

Qu'est-ce que la bêtise? Jouer au baseball avec son pénis comme bâton et une balle de ping-pong; un étron propulsé en l'air au ralenti, la paire de fesses en cause déguisée en montage verte et cachée dans un décor champêtre avec train électrique; boire la sueur générée par un obèse morbide après une séance d'exercice pour provoquer, chez le cascadeur-buveur, des spasmes vomitifs copieux?

Ces scènes, parmi plusieurs autres du même type, qui se retrouvent dans le dernier film de la série *Jackass*, cette fois-ci en 3D, montrent-elles de la bêtise pure, du divertissement, de l'art con-

temporain? Selon nous, un peu des trois. Car qui peut juger de la bêtise des autres sinon quelqu'un qui se dit intelligent, donc un peu bête puisque conforté par sa propre vanité apaisante.

« Si la bêtise ne ressemblait pas à s'y méprendre au progrès, au talent, à l'espoir ou au perfectionnement, personne ne voudrait être bête », remarque Musil

temporain? Selon nous, un peu des trois. Car qui peut juger de la bêtise des autres sinon quelqu'un qui se dit intelligent, donc un peu bête puisque conforté par sa propre vanité apaisante.

Depuis peu, il est possible de voir en 3D les énormités scatologiques et adolescentes de l'équipe des *Jackass*. Il s'agit d'un quatrième film tiré de l'émission de télévision du même nom, qui a fait les beaux jours de MTV et qui a été diffusée pour la première fois sur ce réseau en 1999. En argot anglophone, le titre lui-même, *Jackass*, signifie plus ou moins « crétin », « bougre d'âne », et sur la page Facebook de *Jackass 3D*, qui compte, soit dit en passant, 3 727 372 fans, on indique bien que l'*aficionado* y trouvera un florilège de stupidités.

Réfléchir sur la bêtise n'est pas le sport favori des philosophes. En quelque sorte, on voudrait croire qu'ils en sont prémunis ou qu'ils la négligent.

Quand est venu le temps de trouver un texte philosophique traitant de ce problème, nous nous sommes buté à la maigreur du corpus. Il y avait bien une citation d'un tel ou d'un tel, un texte introuvable de Jean-Luc Nancy, une étude d'Avital Ronell intitulée *Stupidity* et un merveilleux ouvrage de Georges Picard qui a pour titre *De la connerie* et que je vous incite à lire en guise de supplément.

Mais, heureusement, nous sommes tombé par hasard sur un merveilleux texte de Robert Musil, écrivain d'abord, mais philosophe aussi, ayant complété en 1908 une thèse sur le grand positiviste Ernest Mach, *Pour une évaluation des doctrines de Mach*, laquelle brosse un portrait global du sujet. Son projet romanesque gigantesque, comparable à l'ampleur d'*À la recherche du temps perdu*, qui a pour titre *L'homme sans qualités*, n'a pas été complété, mais Musil avait comme idée de saisir à travers cette œuvre tous les aspects significatifs de son époque trouble.

Bref, *De la bêtise*, publié en plaquette aux éditions Allia en 2006, dans l'élégante traduction de Philippe Jaccottet, est un exposé brillant qui présente le phénomène. Il faudrait ajouter, et ce n'est pas négligeable, que ce texte a été écrit en 1937, un an avant *l'Anschluss*, et qu'on pourrait y lire, sans trop déformer la pensée de l'auteur, une réaction au climat politique totalitaire du moment.

Il y a une première question à se poser: qui sont ces gens? Elle nous vient spontanément à l'esprit devant les cascades stupides de *Jackass 3D* mettant en vedette des fèces, l'urine, le vomit, les pets, des pénis de toutes sortes, une flopée de trous du cul et tous les autres liquides corporels que les membres du groupe secrètent.

Car il s'agit d'un groupe constitué d'individus qui ont tous plus ou moins leur spécialité de cascadeur du sordide: Steve-O (Facebook: 141 433 fans) se spécialise dans les vomissures; Johnny Knoxville (Facebook: 585 260 fans), le fondateur du groupe, l'image de *Jackass*, se déguise en vieillard lubrique ou insane pour effrayer les badauds et adore

les cascades dans lesquelles des animaux ou des êtres humains le frappent ou l'assomment; Bam Margera

(Facebook: 575 800 fans), *skater* professionnel, *hipster*, s'est fait connaître en jouant des tours à ses parents, un gros bouffi (Phil) et une ménagère (April) qui fait semblant d'être dupe, et il a aussi

abondamment montré son pénis; Preston Lacy, le tendre obèse de la bande, accepte, lui, de recevoir une diversité phénoménale de projectiles sur les fesses ou sur le ventre, quelquefois un ballon de football sur la tête, la plupart de ces attaques consenties étant filmées en accéléré, ce qui permet une diffusion au ralenti qui montre ses chairs ballotter, trembler, s'agiter de façon chaotique; Jason «wee-man» Acuna est le naïf de service, on le *scotche*, dans le cas de *Jackass 3D*, avec de la colle contact, sur le ventre de Preston Lacy, dans la position 69; sans oublier Ryan Dunn, souvent associé aux frasques de Bam Margera; Chris Pontius, Dave England, celui qui n'a qu'une couille; Ehren McGhehey, Raab Himself (cousin de Matt Damon) et Brando DiCamillo. Toutes ces personnes participent, depuis dix ans, au succès extraordinaire des films *Jackass*.

Bêtise et incapacité

« Si la bêtise ne ressemblait pas à s'y méprendre au progrès, au talent, à l'espoir ou au perfectionnement, personne ne voudrait être bête. » La remarque de Musil, qui amorce ainsi sa conférence, prête à réflexion.

L'appât de la gloire fait monter sur scène une bonne quantité d'imbéciles qui croient à leur talent, au côté provocateur et insinué de leur art, à l'espoir d'être adulé, reconnu, mentionné. C'est devenu une banalité de citer Warhol et sa prédiction au sujet de la démocratisation du vedettariat, mais, il faut le reconnaître, l'avènement de YouTube en 2005 a donné une véracité supplémentaire à ses paroles prophétiques.

Mais en quoi peut-on reconnaître la bêtise au juste? Musil s'interroge et avance qu'il y a plusieurs sortes de bêtises, que chaque type d'intelligence et de circonstance peut être associé à une forme de bêtise en particulier. Par contre, ce qu'il remarque d'emblée, ce que toutes ces marques de bêtise ont en commun, c'est qu'elles indiquent une incapacité, une insuffisance, soit d'intelligence, soit de tact, d'empathie ou d'un mélange particulier de ces deux côtés de la médaille humaine, une mixture

unique d'idiotie et d'individualisme égotiste primaire.

Certes, on ne peut, même avec un parti pris aveugle, découvrir quoi que ce soit de véritablement intelligent dans les sketches-cascades du groupe *Jackass*. Ce serait aller trop loin dans la complaisance que d'épingler le mot « intelligence » à quelque place dans ce fouillis étêté, débile, moins irrévérencieux qu'imbécile, qui caractérise la teneur des idées scénaristiques (si on peut parler de scénario; parlons plutôt ici de *lazzi* bêtes) réalisées dans le cadre de ce film.

Cela dit, il est fort compréhensible que ce mode d'expression choqué, perturbe, laisse perplexé et écœuré. Il était à prévoir qu'un sénateur états-unien demande qu'on retire l'émission de MTV, ce qui fut entrepris en 2001 par Joseph Lieberman, démocrate centriste aux allégeances ambiguës. Succès de scandale supplémentaire, les dirigeants de la chaîne et les membres de cette fratrie clownesque ne s'en sont que mieux portés.

Car il est entendu qu'existe un marketing du scandale, bien balisé, histoire de cas étudiés sans doute par bon nombre d'étudiants en administration dans le monde, qui sévit au même titre que plusieurs autres stratégies marketing inventives et retorses. Nous vivons à une époque pancommunicationnelle où tout doit être communiqué, transmis, sous tous les formats. L'important étant d'atteindre un public massif, quelle qu'en soit la manière. Dans cet univers hyperfragmenté, il ne suffit plus d'avoir du talent, il faut trouver le moyen, coûte que coûte, de se démarquer.

Bêtise et désarroi

L'auteur de *L'homme sans qualités* parle de « camelote culturelle », de ce qui prend le sens de « marchandise incapable », pour qualifier tout ce qui ne conviendrait pas à notre baromètre d'estime culturelle légitime, sorte d'extension conceptuelle des incapacités inhérentes à la bêtise humaine. Nous ne sommes pas loin de l'injure et il est fort probable que ce film a été reçu en ces termes par une majorité de personnes qui ne veulent surtout pas s'abandonner devant ces nouvelles idioties issues de la culture pop.

Néanmoins, nous pensons que se profile là un symptôme caractéristique de notre monde occidental contemporain, des nouveaux États-Unis. Musil dresse un parallèle qui nous semble judicieux, dans sa conférence, sur le lien indétectable qu'entretient la panique et le manque d'intelligence. Il écrit: « Les psychologues estiment qu'il se produit, dans la panique, une suspension d'activité de l'intelligence et, plus généralement, des fonctions supérieures de l'esprit auxquelles se substitue un mouvement psychique plus primitif. » Cette forme d'action, il la nomme l'absolu désarroi. Il précise que son plan « consiste à remplacer la qualité des actions par leur quantité, et son astuce, qui n'est pas médiocre, se fonde sur la probabilité que, sur cent tentatives aveugles, loin de la cible, il y en ait une qui la touche ».

En ce sens, l'équipe de *Jackass* accumule les tentatives de toucher, provoquer, communiquer, en mettant en avant une espèce d'art-désarroi panique. Sans dire nécessairement que ces performances s'approchent du *body art*, nous saurions toutefois y voir une vague parenté avec les outrances corporelles mises en œuvre par Orlan, les performances contestataires de Valie Export (qui faisait toucher ses seins recouverts d'un castelet), ou, à un degré inatteignable, la castration sur scène, tragique, d'un artiste comme Rudolph Schickel.

Pour être plus juste, *Jackass* perpétue, en version *body art* et sur un mode spectaculaire, le cynisme de potache qui est devenu une nouvelle forme d'expression populaire aux États-Unis depuis l'avènement des *Simpsons*, *South Park*, *Beavis and Butt-Head* (per-



Une scène du film *Jackass the Movie* (2006).

BEN ZO PARAMOUNT PICTURES



JOHANNES EISELE AFP
Les acteurs Johnny Knoxville et Bam Margera avec le directeur Jeff Tremaine, à la première du film *Jackass 3D* à Berlin, le 25 octobre dernier.

sonnages imbéciles qui ouvrent d'ailleurs le film *Jackass 3D*), *Family Guy* et autres dessins animés du même type.

Cette communauté pourrait avoir en quelque sorte comme

père spirituel le cinéaste et écrivain John Waters, qui a justement mis en scène Knoxville dans *A Dirty Shame*, en 2004. N'y a-t-il pas, dans cette forme d'ironie ostentatoire, d'idioties consacrées, de bêtises célébrées, de nonchalance cruelle, une version atrophiée, déconstruite, cynique et révisionniste du rêve américain?

Ces adolescents éternels qui brisent, souillent, détruisent leur corps et le grand mobilier des États-Unis, qui ne respectent pas les biens de consommation et font des concours de masochisme afin d'épater la galerie, ne s'engagent-ils pas sous le drapeau d'un cynisme suprême qui, radicalement, a choisi comme arme la destruction ludique de tout ce qui a fait la gloire du passé et du présent des États-Unis?

Nous voyons dans ces formes d'art extatiques, scatologiques, imbéciles, un symptôme de l'ab-

solu désarroi panique qui habite la psyché de toute une génération d'États-Uniens.

Au début et à la toute fin du film, un avertissement apparaît en grosses lettres à l'écran: « Ne tentez pas de reproduire ces cascades à la maison, ce serait dangereux; toutes celles que vous allez voir dans ce film ont été réalisées par des professionnels. »

Ergo, ces artistes d'un cirque cynique débridé sont des professionnels. Allons jusqu'au bout de notre pensée et parlons ici du nouveau concept de « bêtise professionnelle ».

La bêtise professionnelle ne serait-elle pas une nouvelle façon d'exprimer, tout en restant adulé, envié et célébré, ce cynisme radical qui trouve ses fondements dans le désarroi absolu de cette nouvelle forme d'existence panique que vivent une majorité d'États-Uniens?

LE DEVOIR

Libre de penser

100 ans
de regards
sur l'information

100 ANS DE CULTURE AU QUÉBEC

Une table-ronde à l'occasion du centenaire du journal

Date : 9 novembre 2010

Heure : 19h00 à 21h00

Lieu : Auditorium Maxwell Cummings

Musée des beaux-arts de Montréal

1379 rue Sherbrooke Ouest, Montréal

Gratuit, mais inscription obligatoire au www.inm.qc.ca



Simon Brault, O.C.

Directeur général de l'École nationale de théâtre, président et membre fondateur de Culture Montréal

Honorable Liza Frulla

Ex-ministre de la Culture des Communications et de la Francophonie du Québec et ex-ministre du Patrimoine du Canada

Yvan Gauthier

Président-directeur général du Conseil des arts et des lettres du Québec

Monique Giroux

Animatrice et productrice

Une table-ronde animée par
ARIANE ÉMOND, journaliste indépendante
La table-ronde débutera à 19h00.

Allocution d'ouverture
BERNARD DESCÔTEAUX,
Directeur, Le Devoir

Synthèse et conclusion
JEAN-FRANÇOIS NADEAU,
Directeur des pages culturelles, Le Devoir

im
INSTITUT DU
NOUVEAU MONDE

M
MUSÉE DES BEAUX-ARTS
DE MONTRÉAL